

---

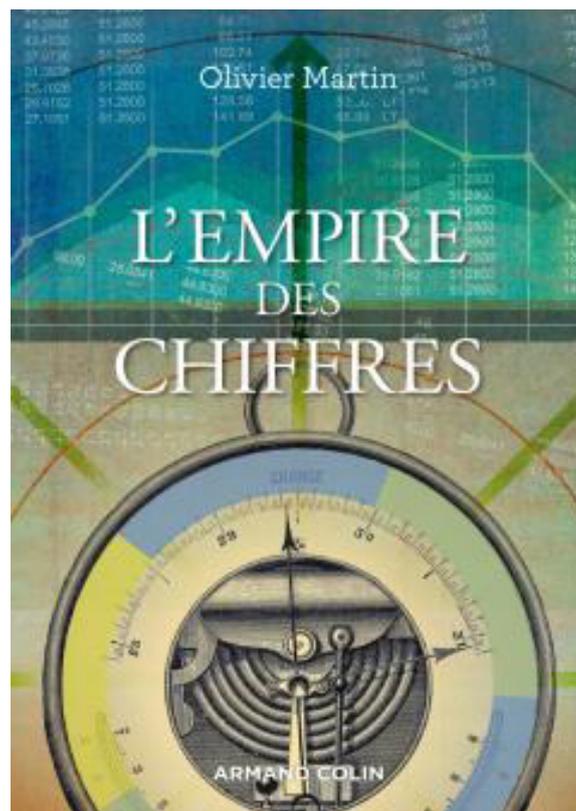
# L'empire des chiffres

de Olivier MARTIN (2020)



Camille BEAUREPAIRE<sup>1</sup>  
Doctorant EHESS

---



**Livre** (304 pages)  
**Auteur** : Olivier MARTIN  
**Édition** : Armand Colin – 2020  
**ISBN** : 978-2-200-62571-9

---

1. [Beaurepaire.camille@gmail.com](mailto:Beaurepaire.camille@gmail.com)

Olivier Martin propose, dans cet ouvrage très pédagogique, un travail de synthèse sur l'état de la recherche en sociohistoire de la quantification. L'ambition risque sans nul doute de déborder le cadre d'un livre finalement court (304 pages), eu égard à la profusion de travaux existants (songeons que ce champ de recherche aura commencé à être défriché voilà bientôt plus d'un demi-siècle !). Sa concision en fait toutefois une précieuse introduction aux problématiques contemporaines de la sociologie de la quantification, qui servira tant aux étudiant·e·s qu'aux chercheur·e·s désirant un panorama de ces différents travaux.

Les chiffres sont aujourd'hui partout. Voilà le constat sur lequel Olivier Martin ouvre son livre : les chiffres sont devenus si quotidiens qu'ils en ont acquis une force d'évidence, que la sociohistoire de la quantification se donne pour objectif de questionner. Expliquer l'essor historique de la quantification et ses motifs, tout en construisant un cadre théorique général pour en rendre compte : tel sera le fil directeur de l'ouvrage. Car le projet scientifique d'Olivier Martin n'est pas simplement de résumer les travaux du champ de recherche de la sociologie de la quantification, mais plutôt d'en interroger les frontières – en faisant tenir sous le même vocable de « quantification » des chiffres aussi divers que la mesure de la température, le taux de chômage, les notations financières, le rythme du temps, etc. La première partie du livre (chapitres 1 à 7) est alors consacrée à une recension historique et thématique des différentes formes de quantification ; tandis que la seconde (chapitres 8 à 10) s'attache à faire tenir ces différentes formes de quantification dans un cadre théorique transversal.

En rapprochant des formes de quantification qui avaient généralement été traitées par des traditions de recherche différentes (une histoire des mesures de la nature d'une part, une sociologie de la statistique des faits sociaux de l'autre), Olivier Martin reproduit le geste séminal d'Alain Desrosières, qui avait au début des années 1990 réuni dans une même interrogation scientifique l'histoire de la statistique mathématique et celle de la statistique d'État. Aucune des propositions théoriques présentées ci-dessous ne surprendra donc le chercheur habitué aux traditions de recherche suscitées : c'est la démonstration de leur portée générale qui constitue l'un des points forts du travail d'Olivier Martin.

Première proposition théorique : **la quantification est un fait social** (chapitre 8). C'est une activité humaine, qui ne nécessite jamais de supposer une quelconque transcendance du chiffre, ni l'inscription de celui-ci dans l'essence des choses quantifiées. Trois ingrédients sont alors constitutifs de la quantification : étendant la formule d'Alain Desrosières, Olivier Martin postule que quantifier, c'est *pouvoir convenir* puis *mesurer*. La question du pouvoir (souvent politique) est essentielle pour construire une convention (liée à la définition de l'objet quantifié, ou aux instruments de mesure) ou pour mesurer très concrètement le phénomène quantifié.

Plusieurs des travaux historiques cités par l'auteur rendent compte de ces différents éléments de définition. Le rôle crucial du politique dans la quantification est mis en évidence dans le cas du passage au système métrique par la France révolutionnaire (chapitre 2). « *Fixer une unité de mesure naturelle et invariable* » (selon le décret de l'Assemblée nationale du 30 mars 1791) est alors un idéal *politique* visant à la définition d'une nouvelle *convention* d'équivalence, se donnant les moyens de *mesurer* une nouvelle unité (les astronomes Delambre et Méchain sont missionnés pour donner une mesure exacte d'un arc du méridien, à partir duquel déduire la valeur du mètre).

Olivier Martin met en évidence une certaine stabilité dans **les raisons de la quantification** (chapitre 9) : les chiffres sont utilisés pour connaître, certes ; mais également pour trouver l'harmonie (une vision féconde en philosophie politique) ; pour répondre à une quête de justice (lorsqu'il s'agit de répartir équitablement une ressource rare) ; pour se coordonner (en donnant des repères numériques à la collectivité) ; pour établir la confiance (grâce à l'objectivité conférée au chiffre) ; enfin pour exercer le pouvoir (les indicateurs pouvant être utilisés à des fins de

contrôle).

Les travaux d'histoire de la quantification mettent en évidence le caractère finalement récent de l'association entre quantification et activité scientifique (chapitre 5) : ce n'est qu'à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle que la mesure systématique devient partie intégrante de la recherche. Des utilisations plus anciennes des chiffres témoignent d'autres raisons de la quantification : la quantification du temps (chapitre 3) témoigne d'une logique de coordination sociale (comme organiser les prières dans les monastères chrétiens médiévaux), mais également de pouvoir (Le Goff analyse comment les « cloches de la ville » concurrencent les cloches de l'église pour rythmer les temps laïcs à la fin du Moyen Age).

Dernière proposition théorique : au-delà des raisons pour lesquelles l'humain quantifie, les chiffres peuvent avoir des **effets propres** inattendus. Quantifier contribue à la construction de notre rapport au réel, selon une logique de performativité (chapitre 10). Premièrement, les agents sociaux utilisent les chiffres comme autant de prises pour orienter leurs actions (les prévisions de température de la journée nous aident à choisir comment nous habiller). Mais le chiffre peut aussi devenir un objectif en lui-même, lorsqu'il est spécifié comme une cible à atteindre (« 80% de réussite au Bac ») ou un seuil à ne pas franchir (« pas plus de 60% de dette publique rapportée au PIB ») : le chiffre perd alors toute valeur scientifique pour n'être qu'un instrument auquel se subordonne l'action, et au sujet duquel on peut en venir à tricher. Enfin, le chiffre peut faire exister des choses qui ne lui préexistaient pas, ou pas sous la forme que le chiffre leur donne (ce qu'Alain Desrosières dénommait la co-construction des modes d'action et de représentation du monde) : difficile de penser aujourd'hui une « opinion publique » autrement que par les sondages d'opinion, ou le « chômage » autrement que par les critères de la statistique publique ; le chiffre peut alors donner lieu à une réification, d'autant plus forte que peuvent être oubliées les conditions du débat ayant présidé à l'adoption de leur convention de quantification.

Les sociologues travaillant sur l'évaluation mettent en évidence de nombreux effets propres de l'évaluation quantifiée (chapitre 7). L'évaluation des politiques ou des services publics, dans le cadre du « nouveau management public », peut tendre à réduire ces derniers à une simple batterie d'indicateurs. La gestion quantifiée de l'hôpital public, analysée par Nicolas Belorgey, montre ainsi comment la focalisation sur certains indicateurs évalués (le temps moyen d'attente aux urgences) peut mener à une dégradation imprévue de la qualité des soins (mesurée *via* une augmentation des taux de retour).

Voilà donc un ouvrage synthétique mais dense, qui n'étudie pas de nouveaux faits empiriques mais cherche à favoriser les échanges scientifiques entre sociologues de la quantification des faits sociaux et historiens de la quantification des phénomènes naturels. La démonstration d'une unité de la problématique de la « quantification », par-delà la multiplicité de ses manifestations, est si convaincante qu'on en viendrait à regretter le choix (assumé) de l'auteur de ne pas traiter de la quantification monétaire. C'est sans doute la vertu de la synthèse : en faisant le point sur l'état des connaissances en sociologie et histoire de la quantification, Olivier Martin rend compte (en négatif) de tous ces territoires, encore trop peu arpentés par les chercheur·e·s, de l'empire des chiffres ; comme autant de pistes ouvertes à la recherche future.

## Bibliographie

Belorgey N. (2016), *L'hôpital sous pression : enquête sur le « nouveau management public »*, Paris, La Découverte.

Desrosières A. (2013), *Pour une sociologie historique de la quantification : l'argument statistique I*, Paris, Presses des Mines.

Desrosières A. (2016), *La politique des grands nombres : histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.

Le Goff J. (1999), *Un autre Moyen Âge*, Paris, Gallimard.